



Association for the
Development of
Education in
Africa



Communiqué de presse

Pour diffusion immédiate

Suivi du Plan d'action de la Deuxième décennie de l'Union africaine

Abuja, Nigeria – Mercredi 25 avril 2012

La Commission de l'Union africaine (CUA) et l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) ont publié le rapport complet Perspectives pour suivre l'évolution de la Deuxième décennie pour l'éducation sur le continent africain. Ce rapport a été produit pour la cinquième Conférence des ministres de l'Education africains de l'Union africaine, (COMEDAF V) qui se déroule actuellement à Abuja au Nigeria.

Présentant le rapport le lundi 23 avril 2012 à Abuja à un groupe de responsables politiques, d'experts, de militants et de journalistes de l'éducation, ainsi qu'à des représentants de nombreux partenaires du développement de l'Afrique, Angela Arnott du Groupe de travail de l'ADEA sur la Gestion de l'éducation et l'Appui aux politiques (GTGEAP) a déclaré à l'assemblée que bien qu'il soit encore prématuré de déterminer son impact, on peut déjà tirer certaines leçons pour la seconde moitié de cette Deuxième décennie pour l'éducation en Afrique. Elle a noté les progrès considérables accomplis par les pays et les régions pour atteindre certains objectifs de la Deuxième décennie et le fait que certains changements positifs dans l'évolution de l'éducation et de la formation, alignés sur les objectifs de la Décennie, peuvent explicitement être reliés au Plan d'action.

Cependant, des défis considérables subsistent. Si des partenariats et des mécanismes de coordination réussis ont été mis en place ces derniers temps entre les pays, les organisations et d'autres parties prenantes pour la mise en place de mécanismes de suivi du Plan d'action, il reste des défis considérables sur le terrain pour garantir des progrès suffisants. Selon le rapport, malgré les progrès réalisés en matière d'élaboration de Systèmes d'information sur la gestion de l'éducation (SIGE) aux plans nationaux et régionaux, de nombreux pays manquent de données critiques sur les principaux défis de l'éducation.

Le rapport a enregistré plusieurs initiatives, stratégies et politiques de première importance au niveau continental. Dans le domaine de l'enseignement supérieur, l'élaboration du mécanisme continental de notation de la qualité et la création de l'Université panafricaine (UPA) pour appuyer la collaboration dans le domaine de la recherche et renforcer les capacités en science et en technologie sur le continent sont des réalisations notables. De plus, le programme de bourses d'études Mwalimu Nyerere de l'Union africaine permet à de jeunes Africains d'étudier dans les meilleures universités africaines tout en leur demandant de travailler au moins deux ans dans un pays africain après l'obtention de leur diplôme. Cependant, l'inégalité dans l'enseignement supérieur demeure un défi ; en effet, moins de femmes et d'étudiants des zones rurales et des groupes vulnérables y ont accès.

Selon le rapport, de nombreux pays ont peu de chances d'atteindre l'enseignement primaire universel d'ici 2015, partiellement en raison de la pénurie d'enseignants. Environ 26 pays africains sont confrontés à une grave pénurie d'enseignants et 11 autres à une pénurie modérée. Néanmoins, le profil de qualification des enseignants africains s'améliore. Toutefois, l'un des défis les plus importants est la migration des enseignants qui a pour résultat la fuite des cerveaux, le nombre insuffisant de femmes dans l'enseignement et la pénurie extrême d'enseignants de mathématiques, de sciences et de technologie.

En matière d'égalité entre les genres, on constate des progrès, mais les tendances sont inégales entre les pays. Le rapport indique que les femmes représentent 63 pour cent des 203 millions de personnes analphabètes en Afrique et sur les 33 millions d'enfants d'âge primaire déscolarisés en 2009, on comptait 18 millions de filles, par rapport à 20 millions en 2006. La tendance demeure que les filles des zones rurales ont moins de chance d'aller à l'école que les garçons des campagnes ou les garçons et les filles des villes. Cependant, une nouvelle tendance se dessine selon laquelle les filles sont proportionnellement plus nombreuses que les garçons à atteindre le dernier niveau du cycle primaire. Le rapport a enregistré une augmentation marquée des inscriptions des filles dans le secondaire à partir d'une base initiale faible. A l'exception de quelques pays, moins de filles que de garçons ont accès aux niveaux supérieurs de l'enseignement. Le Tchad, le Congo, l'Erythrée et la République démocratique du Congo ne comptent que 3 femmes pour 10 étudiants masculins.

Le développement de la petite enfance (DPE) a été introduit comme nouveau domaine prioritaire en 2009 et les actions proposées restent à concevoir. Le rapport considère que des efforts importants restent nécessaires pour l'élaboration de davantage de politiques de DPE et l'inclusion du DPE dans les autres politiques et plans stratégiques multisectoriels et sectoriels. Bien que les pays africains affichent une baisse des taux de mortalité infantile et juvénile et des taux de croissance démographique et de fécondité, le rachitisme, l'émaciation et l'insuffisance pondérale demeurent des problèmes dans de nombreuses régions. Le défi des enseignants non ou sous-qualifiés travaillant dans les centres de DPE subsiste. La faiblesse des salaires et l'insuffisance des incitations contribuent à l'augmentation de l'emploi de personnels non qualifiés dans ces centres. Cela s'ajoute aux matériels pédagogiques inappropriés et au contrôle et au suivi minimes des services de DPE.

L'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) reste un secteur peu reconnu et sous-financé par les principaux acteurs de l'éducation. Le rapport indique que 60 % des jeunes Africains sont sans emploi, que le secteur informel urbain et agricole qui emploie jusqu'à 90 % de la population en âge de travailler est sous-qualifié et que les secteurs et les professions à fort potentiel pour le futur manquent des niveaux suffisants de compétences. On compte plus de 51 millions de jeunes analphabètes en Afrique, parmi lesquels 59 % de femmes. Globalement, les femmes sont sous-représentées dans les programmes d'EFT en général et les programmes auxquels elles participent sont essentiellement des programmes traditionnels à faible niveau de compétences. Le rapport recommande d'accorder un rôle plus important au secteur privé, non seulement pour financer le développement des compétences, mais aussi pour participer à façonner son caractère.

Actuellement, 50 % seulement de tous les enfants d'âge primaire en Afrique vont à l'école, environ 33,4 millions, soit 3 millions de moins qu'en 2006. Cependant, cette diminution alimentée par les améliorations de la région de l'IGAD est compensée par le fait que la situation de la CEDEAO, et dans une moindre mesure, de la Communauté des Etats sahélo-sahariens s'est aggravée par rapport à 2006 avec un nombre plus important d'enfants déscolarisés. On comptait au moins 9 pays africains ayant plus de cinq cent mille enfants déscolarisés en 2009. A lui seul, Le Nigeria comptait presque 9 millions d'enfants déscolarisés ou 37 % de sa population d'âge primaire. Cependant, de nombreux autres pays ont réalisé des progrès notables. Au cours de la dernière décennie, la part des enfants déscolarisés a diminué de plus de 30 pour cent dans 6 pays, principalement grâce à l'abolition des frais scolaires. Même les enfants scolarisés posent un problème de rétention. Il existe

environ 8 pays africains où moins de la moitié des apprenants survivent jusqu'au dernier niveau du cycle primaire. Certains pays, notamment la Gambie et le Rwanda, ont cependant, réalisé un taux de transition inter-cycle important et ont augmenté l'accès aux écoles secondaires en un laps de temps très court. Le Rwanda a récemment rapporté un taux de transition de 40 pour cent.

Le rapport montre que le développement curriculaire et les matériels pédagogiques sont limités aux niveaux régionaux et continentaux, malgré le nombre élevé de pays qui ont entrepris des révisions importantes de leurs curricula. Toutefois, de nombreux pays restent attachés à leur curriculum hérité de l'époque coloniale, dont souvent le contenu et la pédagogie n'abordent pas suffisamment les besoins des divers apprenants. Les défis liés au recrutement de personnels de recherche et de développement curriculaire suffisamment qualifiés et à la recherche de mécanismes durables et innovants pour mener des révisions régulières persistent. La fourniture de matériels pédagogiques appropriés demeure aussi un défi pour le continent.

A l'issue de la présentation, Angela Arnott a insisté sur la nécessité que la Commission de l'Union africaine assume un rôle de leadership beaucoup plus dynamique et complet et assure le fonctionnement harmonieux d'un réseau coordonné des acteurs régionaux qui garantira l'adoption de la gamme entière des activités du Plan d'action. Le rapport a mis en évidence la nécessité d'une stratégie de communication efficace maintenant le flux d'information sur les progrès aux différents niveaux afin d'améliorer la synergie régionale et continentale et la transparence. Le Groupe de travail de l'ADEA sur la Communication pour l'éducation et le développement va désormais prendre la direction de ranimer l'initiative entreprise pour aider la CUA à finaliser la nouvelle stratégie de communication. Le rapport conclut par la nécessité d'intégrer les objectifs prioritaires dans les plans stratégiques régionaux et nationaux. Il recommande la mobilisation de ressources suffisantes et l'urgence d'animer une rencontre annuelle des organisations partenaires et des principales agences de mise en œuvre pour assurer la coordination et la synergie. Une plus grande importance doit être accordée au DPE, au genre et à la culture, à l'EFTP et à la gestion de la qualité, des domaines où de nombreuses faiblesses ont été constatées. Le rapport recommande également la mise en place d'un fonds africain pour le développement de l'éducation, dirigé par la CUA, pour aider les CER et les organisations partenaires à mobiliser des fonds pour des initiatives spécifiques qui feront progresser la Deuxième décennie pour l'éducation. De nombreux commentaires ont été formulés par l'assemblée pendant la discussion sur le contenu du rapport et les responsables politiques et les partenaires ont pris note de plusieurs observations.

«Nous avons conscience que les échanges francs et ouverts entre les ministres africains de l'Éducation, les hauts fonctionnaires de l'éducation et les parties prenantes de la société civile et du secteur privé sont essentiels pour promouvoir une compréhension commune des défis et des progrès vers la réalisation de nos objectifs» a déclaré M. Ahlin Byll-Cataria, secrétaire exécutif de l'ADEA. «La disponibilité d'informations pertinentes est la condition sine qua non permettant des prises de décision et un débat public éclairés et le développement des systèmes d'information sont des éléments essentiels de la transformation de nos ministères de l'Éducation en organisations d'apprentissage réactives, capables de résoudre les principaux enjeux du développement en Afrique», a-t-il conclu.

Il convient de rappeler qu'en mai 2006, les chefs d'Etat et de gouvernements de l'Union africaine ont lancé la Deuxième décennie pour l'éducation en Afrique et les ministres de l'Éducation ont adopté le Plan d'action, comme action collective pour proposer des solutions à l'initiative de l'Afrique aux défis africains.

Pour de plus amples informations sur la Commission de l'Union Africaine, veuillez consulter :
www.au.int

Pour de plus amples informations sur l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), veuillez consulter :
www.adeanet.org

Pour de plus amples informations sur le Groupe de travail du COMED, veuillez consulter :
www.adea-comed.org

Pour de plus amples informations sur ----- :

Esther Azaa Tankou, Senior Editorial Officer, Directorate of Information and Communication (DCI), African Union Commission
Tel: +251 911 3611 85
Email: Yamboue@africa-union.org

Ou

Lawalley COLE, Coordonnateur, Groupe de travail du COMED
Tel : +229 95 29 51 55
A Abuja : +234 816 320 5658
Email : l.cole@afdb.org